



## La LOLF et les SCD

La Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1<sup>er</sup> août 2001 rénove profondément les règles budgétaires et comptables de l'État datant de 1959. Elle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006 : en votant à l'été 2007 la loi de règlement pour le budget 2006, les parlementaires ont mis fin au premier cycle budgétaire et comptable « en mode LOLF ». Les SCD sont touchés en tant que services d'opérateurs de l'État par cette transformation profonde de la gestion publique.

### 1. Les grands principes de la LOLF : Une gestion plus transparente axée sur la performance

Outre un pouvoir de contrôle accru du Parlement, cette nouvelle « constitution financière » a pour but de rendre l'utilisation des moyens plus lisible et d'instaurer une culture de résultats et de performance, impliquant une responsabilité des agents vis-à-vis de la performance de leurs actions.

Dans ce cadre, le budget est présenté non plus par nature de dépenses mais par **missions** correspondant aux grandes politiques publiques menées. Chaque mission regroupe des **programmes**, enveloppe globale et limitative relevant d'un seul ministère et confié à un responsable. Chaque programme regroupe un ensemble cohérent **d'actions** précisant la destination de crédits. Chaque responsable peut modifier la répartition des crédits par action et nature (**principe de fongibilité**), ce qui doit permettre une allocation optimale des moyens. Seuls les crédits de personnel ne peuvent être abondés par d'autres crédits (**fongibilité asymétrique**).

À chaque programme sont associés une stratégie, des objectifs (correspondant à trois grands types : efficacité socio-économique, qualité de service, efficacité de gestion) et des indicateurs de performance quantifiés (valeur annuelle et cible de moyen terme). Ils figurent dans les **projets annuels de performance (PAP)** annexés au projet de loi de finances. Chaque responsable s'engage sur cette base et rendra compte des résultats lors de l'examen par le Parlement de la loi de règlement dans un **rapport annuel de performances (RAP)**.

### 2. Les principes de la LOLF s'appliquent indirectement au budget des SCD

Constitués sur la base du décret du 4 juillet 1985, les **services communs de documentation** dépendent d'universités, qui, en tant qu'**établissements publics disposant de la personnalité morale**, ne sont pas concernées a priori par la LOLF. Cependant chaque université met en œuvre de manière déterminante des politiques dont l'État est responsable et assure le pilotage stratégique : elle est considérée comme un **opérateur de l'État**. Pour que le ministère puisse justifier de la dépense et rendre compte des objectifs poursuivis, il fallait donc impliquer l'ensemble du système et intégrer l'intervention des opérateurs, même si cela n'était pas prévu explicitement par la LOLF.

Dès lors chaque **EPSCP** et donc les SCD sont concernés directement par les nouvelles normes comptables mises en place. Des circulaires budgétaires ont défini les principes de la LOLF (pilotage par les objectifs, gestion par la performance, indicateurs) à prendre en compte pour l'élaboration de leur budgets propres.

De manière indirecte, par leur connaissance plus fine des activités et donc des coûts et des résultats et donc de la performance, les EPSCP contribuent de manière décisive à la remontée d'informations qui fera les PAP et les RAP : leur gestion doit être en adéquation avec les objectifs et les indicateurs des programmes en question.

La LOLF a ainsi un impact direct sur l'économie des relations entre tutelles et opérateurs. Elle entraîne une clarification de l'imputation des dotations allouées aux opérateurs en fonction de leur nature et destination. Les subventions liées à une même politique sont rattachées à un seul programme. Les crédits destinés à une politique d'intervention sont distingués des subventions finançant l'exploitation de l'opérateur (personnel, fonctionnement,...) qui deviennent des « subventions pour charges de service public » (selon les dispositions prévues par la LOLF).

La mise en place de ce dispositif s'opère par un dialogue entre l'État et chaque EPSCP. Suite à la loi du 10 août 2007, le contrat sera le principe unique d'organisation du rapport avec l'État. Ce contrat sera global et pluriannuel : il couvrira la totalité des crédits dévolus à travers les dotations critérisées mais aussi la masse salariale.



### 3. Où trouver les SCD dans les lois de finances et les crédits les concernant ?

Dans le [projet de loi de finances pour 2008](#), les objectifs, indicateurs et crédits concernant la politique de développement des bibliothèques et services de documentation sont intégrés dans la **Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR** et au sein de celle-ci dans **le programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire »**.

- 3,12% des crédits demandés pour ces programmes sont consacrés à **l'Action 5 : « Bibliothèque et documentation »** soit un peu moins de **350 millions d'euros** : 238 pour les dépenses de personnel (correspondant à 5766 ETP), 112 pour les dépenses de fonctionnement (en augmentation de 2,6 millions afin de favoriser l'extension des horaires d'ouverture).

Parmi les **dépenses de fonctionnement**, on trouve en particulier les crédits correspondants :

- **À la dotation normée aux bibliothèques : 49 millions** (dont 36 millions pour les 84 SCD et 11 millions pour les BIU et bibliothèques de grand établissement)
- **aux dotations contractuelles : 46 millions** (dont 31 millions pour la mise en oeuvre d'une offre de ressources documentation en lien avec la politique de recherche et de formation de l'établissement et une logique de site et 12 millions pour l'amélioration des conditions d'accueil et des services aux usagers).
- **aux dotations à divers établissements : 10 millions**, en particulier pour la prise en charge de la formation professionnelle (ENSSIB, CRFCB) 1,3, pour les outils collectifs (ABES, CINES) 3,1, la conservation partagée (CTLES) : 0,7 et pour les CADIST (1,5 million)

**L'objectif de performance 6** vise à optimiser l'accès aux ressources documentaires pour la formation et la recherche. Les buts fixés sont : l'amélioration des services (heures d'ouverture, accès à distance, formation...), favoriser l'intégration des différentes bibliothèques au sein des SCD et de réseaux nationaux, favoriser la mise en oeuvre de systèmes d'information documentaire.

**Trois indicateurs** sont fixés :

- **mesure de la disponibilité hebdomadaire théorique des places de bibliothèques par usager** (en heures par semaines, actuellement 4h35, la valeur cible pour 2012 étant 5H00).
- **taux de fréquentation des bibliothèques par lecteur inscrit** : créé en 2008, cet indicateur mesure le nombre d'entrées par lecteur (une entrée= réalisation d'au moins un acte : prêt, consultation électronique, communication sur place). Le but est de passer de 52% à 56% en 2008 puis 68 en 2012.
- **consultation des ressources électroniques** (nombre de documents téléchargés pour les bases de données et les périodiques électroniques et taux de demandes satisfaites). Le but est de passer de 18 millions de documents téléchargés dans une base de données à 30 millions en 2012 et de 16 millions de documents téléchargés de périodiques électroniques à 25 millions.

<b>Liens</b>	<p><b>Bibliographie :</b> BARILARI, André, BOUVIER, Michel. <i>La nouvelle gouvernance financière de l'État</i>. LGDJ, 2007. CAMBY, Jean-Pierre. <i>La réforme du budget de l'Etat : la loi organique relative aux lois de finances</i>. LGDJ, 2004 (<a href="#">texte de la loi expliqué article par article</a>) CERVEL, Jean-François, VEDRINE, Laurence, <i>L'expérimentation de la mise en oeuvre de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances dans l'enseignement supérieur</i>, Rapport I.G.A.E.N.R 2006-001, janvier 2006. COLAS, Alain, « Bibliothèques universitaires : L'enquête statistique annuelle à l'épreuve du changement », <i>BBF</i>, 2006, n° 6, p. 60-65, en ligne sur : <a href="http://bbf.enssib.fr">http://bbf.enssib.fr</a></p> <p><b>Webographie :</b> <i>La nouvelle constitution financière de l'Etat : la mise en oeuvre de la LOLF 2001-2005</i> [en ligne]. La documentation française, mars 2005. Disponible à l'adresse : <a href="http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/lolf/index.shtml">http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/lolf/index.shtml</a> MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA FONCTION PUBLIQUE. <i>La LOLF en 4 clics</i> [en ligne]. 2007. MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA FONCTION PUBLIQUE. <i>Guide pratique de la LOLF</i> [en ligne]. 2007. <b>Disponibles sur l'adresse :</b> <a href="http://www.performance-publique.gouv.fr/la-performance-de-l'action-publique.html">http://www.performance-publique.gouv.fr/la-performance-de-l'action-publique.html</a></p>
--------------	--

Fiche réalisée par : Julien Gueslin  
Créée le : 05 février 2007